



Les États-Unis cèdent face au régime iranien – Israël ne peut pas se le permettre

Résumé

- Les États-Unis ont signé une déclaration d'intention avec le gouvernement islamiste iranien.
- Leur contenu montre que Donald Trump a cédé face aux mollahs.
- Israël ne peut pas se le permettre et doit poursuivre la lutte contre l'Iran et ses vassaux terroristes à Gaza et au Liban.
- Il est par ailleurs peu probable que ce «Memorandum of Understanding (MoU)» débouche un jour sur un accord contraignant.
- De toute façon, cela ne résoudrait pas les problèmes au Proche-Orient.
- Ce protocole d'accord ne montre qu'une chose : Donald Trump n'a rien appris de l'histoire et ne comprend pas non plus la réalité actuelle au Proche-Orient.

Par Sacha Wigdorovits

Le 30 septembre 1938, Neville Chamberlain, alors Premier ministre britannique, et son homologue français Édouard Daladier ont signé à Munich un accord avec Adolf Hitler. Dans cet accord, ils autorisaient l'Allemagne nazie à annexer les Sudètes tchèques à son territoire national.

Les deux chefs de gouvernement ont justifié leur trahison envers la Tchécoslovaquie en affirmant qu'ils avaient ainsi empêché Hitler de déclencher une guerre. « I believe it is peace for our time – je crois que cela signifie la paix pour notre époque », telle est la célèbre phrase que Chamberlain a adressée à ses compatriotes à son retour à Londres. Six mois plus tard, Hitler rompit les accords de Munich et occupa le reste de la Tchécoslovaquie. À peine six mois plus tard encore, le 1er septembre 1939, les troupes allemandes envahirent la Pologne, déclenchant ainsi la Seconde Guerre mondiale.



Les États-Unis cèdent face au régime iranien – Israël ne peut pas se le permettre

En réalité, on pourrait penser que cela constitue également un avertissement pour le gouvernement américain actuel, l'incitant à ne pas miser sur la « politique d'apaisement » et à ne conclure aucun accord avec des gouvernements criminels et fanatiques. Or, c'est tout le contraire qui se produit : sous la pression de la scène politique intérieure, notamment de la part de son vice-président J. D. Vance, le président américain Donald Trump vient d'approuver une déclaration d'intention avec les mollahs de Téhéran, qui est au moins aussi grave que l'accord de Munich de 1938.

En effet, ce protocole d'accord ne fait pas seulement voler en éclats, dans un avenir prévisible, les espoirs de la grande majorité du peuple iranien de voir disparaître ce régime honni. Un coup d'œil à cette [déclaration en 14 points](#) montre que les États-Unis ont également renoncé à tous les autres objectifs que Trump lui-même avait proclamés haut et fort lorsqu'il a lancé, fin février, en collaboration avec Israël, cette nouvelle guerre contre l'Iran.

Trump et Vance tentent certes désespérément de présenter cette déclaration d'intention comme un succès. Mais la majorité des médias, de la «Frankfurter Allgemeine» à la «Bild» en passant par la «Finanz und Wirtschaft», qualifient l'accord de Trump de capitulation. Et même au sein de leurs propres rangs républicains, Vance et Trump essuient de nombreuses critiques à ce sujet.

Ce n'est pas étonnant, car non seulement le protocole d'accord ne contient pas d'engagement contraignant concernant la destruction de l'uranium pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires dont dispose l'Iran, mais il n'est plus question non plus de la destruction totale des missiles balistiques des Gardiens de la Révolution, qui menacent non seulement Israël, mais aussi l'Europe.

De même, la déclaration d'intention ne prévoit pas que l'Iran renonce à continuer de financer les organisations terroristes que sont le Hamas (Gaza), le Hezbollah (Liban) et les Houthis (Yémen). Par ailleurs, la libre circulation, sans frais, sur la route maritime du détroit d'Ormuz, essentielle pour l'Europe et l'Asie, n'est garantie que pour les 60 premiers jours – alors qu'avant la guerre, cette libre circulation était illimitée.

En contrepartie, l'Iran devrait recevoir 300 milliards de dollars (provenant non pas des contribuables américains) pour sa reconstruction, et les sanctions internationales actuellement imposées à son encontre devraient également être levées. Israël devrait en outre être contraint de conclure un cessez-le-feu avec le



Les États-Unis cèdent face au régime iranien – Israël ne peut pas se le permettre

Hezbollah au Liban et de se retirer de la zone de protection actuelle située dans le sud du pays pour revenir derrière ses propres frontières.

Ni le gouvernement actuel du Premier ministre Benjamin Netanyahu, ni celui qui lui succédera probablement après les élections d'octobre prochain ne peuvent se permettre cela. En effet, ce n'est pas seulement depuis la guerre de Gaza et les deux guerres contre l'Iran, mais bien avant cela déjà, que le Hezbollah a terrorisé la population du nord de l'État juif par ses attaques à la roquette, et il continue de le faire aujourd'hui. Cette menace ne peut être éliminée que par des moyens militaires, et non par des déclarations d'intention.

Le gouvernement libanais, qui mène actuellement des pourparlers de paix avec Israël, doit donc lui aussi être secrètement tout aussi mécontent de ce protocole d'accord. En effet, le plus grand obstacle sur la voie de la paix entre les deux pays est le Hezbollah. Et seule l'armée israélienne est en mesure d'éliminer cette organisation terroriste qui, grâce aux fonds et aux armes fournis par l'Iran, tient le Liban et sa population en otage depuis quatre décennies.

À ce jour, Israël n'a d'ailleurs donné aucun signe indiquant qu'il entendait se conformer à la déclaration d'intention négociée entre l'Iran et les États-Unis. Au contraire : avant même que le texte de celle-ci ne soit rendu public, le Premier ministre Netanyahu avait annoncé qu'il poursuivrait, le cas échéant, la guerre contre l'Iran (et le Hezbollah) même sans le soutien des États-Unis.

Ce n'est sans doute pas uniquement la sécurité de son pays qui a été déterminante. Netanyahu sait en effet que les électeurs israéliens ne lui pardonneront pas son échec face au massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023. C'est pourquoi il a besoin d'un succès tangible, au moins dans la lutte contre le Hezbollah, pour avoir une chance lors des prochaines élections.

Mais ce n'est pas là la raison principale pour laquelle la déclaration d'intention actuelle entre les États-Unis et l'Iran ne débouchera jamais sur un accord contraignant. La raison principale en est l'Iran lui-même. En effet, les islamistes de Téhéran n'ont pas plus l'intention de respecter les points de négociation envisagés dans le protocole d'accord que ne l'avaient fait les nazis il y a 88 ans à Munich.

Tout comme les nazis à l'époque, les mollahs ne cherchent aujourd'hui qu'à gagner du temps afin d'imposer ensuite leurs propres revendications, au mépris de toutes leurs promesses antérieures. Ces revendications sont les mêmes qu'à l'époque : à



Les États-Unis cèdent face au régime iranien – Israël ne peut pas se le permettre

savoir la domination sans partage, d'abord sur leur propre région, puis au-delà. Le fait que cela implique, comme à l'époque, l'extermination des Juifs, constitue un autre parallèle.

La déclaration d'intention d'Islamabad montre ainsi que l'histoire se répète. En effet, des hommes politiques tels que J. D. Vance et Donald Trump soit ne la connaissent pas, soit n'en ont tiré aucune leçon.

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.